



COMMUNIQUÉ de PRESSE

Communiqué de presse commun du 9 janvier 2022

Faute de réponse satisfaisante à leurs revendications, la FEP et le Sgen CFDT ainsi que leurs syndicats appellent à la grève

Après plusieurs consultations de tous leurs syndicats depuis mercredi, les fédérations CFDT de l'Éducation ont décidé d'appeler à la grève le 13 janvier.

Certaines des revendications qui figuraient dans le texte de l'alerte sociale déposée par le Sgen-CFDT dès le 6 décembre ont abouti mais ne se traduisent pas partout sur le terrain. Le ministère a annoncé l'allègement des tâches, le report des animations pédagogiques, des formations, le report des évaluations d'établissement, le Premier ministre a annoncé la distribution de masques chirurgicaux... La FEP et la Sgen CFDT attendaient que le ministère apporte des réponses aux revendications qui n'avaient pas obtenu satisfaction et qu'ils ont continué à porter lors des multilatérales du 6 janvier (pour l'enseignement public) et du 7 janvier (pour l'enseignement privé). Force est de conclure aujourd'hui que le compte n'y est pas.

Nous revendiquons notamment un protocole viable qui se fonde sur un ratio de cas positifs ou d'élèves absents pour entraîner des fermetures sans épuiser les personnels et les parents avec des tests chronophages sans parler du tracing qui mobilise les personnels (directeurs, chefs d'établissement, personnels de vie scolaire...), y compris le soir tard et le week-end. Le sentiment d'absurdité est tel que les risques psycho-sociaux sont aujourd'hui supérieurs au risque épidémique.

La FEP et le Sgen CFDT revendiquent également que soit enfin prise en compte la discontinuité majeure dans les apprentissages des élèves. Cela provoque une vive inquiétude de l'ensemble des personnels et ajoute au stress et à la fatigue. La FEP et la Sgen CFDT demandent des aménagements dans les programmes ou les évaluations, ceux actuellement proposés ne sont pas du tout à la hauteur des difficultés rencontrées. Ils demandent également que soient élaborés des scénarios pour toutes les évolutions possibles de la pandémie, y compris les pires des hypothèses. Cela doit passer entre autres par les investissements indispensables pour garantir la qualité de l'air et prévenir au mieux des risques de contamination par aérosolisation. L'État doit accompagner les collectivités locales qui seraient en difficulté.

Les fédérations CFDT et leurs syndicats seront dans l'action, notamment le 13 janvier, pour faire avancer des propositions pour un système éducatif résilient.